ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.548/4
DU 28 NOVEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 4 novembre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Le projet d'arrêté entre dans les prévisions des textes qui, à l'état de projet, doivent être communiqués à la Commission européenne, conformément à l'article 8 de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'. Diverses pièces ont été versées au dossier en vue d'attester l'accomplissement de ladite formalité. Il en résulte que, pour la majorité des dispositions en projet, celle-ci a été accomplie il y a déjà quelques années, en l'occurrence en 2008 et en 2009.

Le projet d'arrêté requiert aussi, conformément à l'article 6, § 1er, de la loi du 30 juillet 1979 'relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances', l'avis du Conseil supérieur de la sécurité contre l'incendie et l'explosion. Le dossier fait apparaître que ce conseil a donné quatre avis sur les dispositions en projet. Trois de ces avis ont été donnés il y a déjà quelques années, en l'occurrence en 2007, en 2008 et en 2009.

Il est rappelé que le délai qui s'écoule entre l'accomplissement de formalités précédant une décision et celle-ci même doit, en principe, être bref. Dans le cas contraire, l'autorité ne peut se fonder sur les formalités qui ont été accomplies que s'il est démontré que les circonstances de fait et de droit à prendre en compte n'ont pas évolué à un point tel que la procédure qui a été suivie devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si, en ce qui concerne les deux formalités évoquées, cette condition est remplie dans le cas présent.

Examen du projet d'arrêté

Observations générales

1. Le projet d'arrêté rend obligatoires à l'égard de ses destinataires de nombreuses normes NBN.

Il convient donc, conformément à l'article 190 de la Constitution, à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', et à l'article 56, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, d'en assurer la publication intégrale au *Moniteur belge*.

2. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté renvoient à des dispositions de portée générale contenues dans des décisions de la Commission européenne prises en application de la directive 89/106/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 'relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction'. Il s'agit, en l'occurrence, de la décision 96/603/CE du 4 octobre 1996, de la décision 2000/147/CE du 8 février 2000, de la décision 2000/553/CE du 6 septembre 2000 et de la décision 2001/671/CE du 21 août 2001 [1].

Les dispositions de ces décisions auxquelles il est ainsi renvoyé sont, de la sorte, rendues applicables aux particuliers, qui sont les destinataires de l'arrêté en projet.

Or, lesdites décisions ont été conçues pour s'adresser uniquement aux États membres.

Aussi, pour pouvoir rendre les dispositions de ces décisions applicables aux particuliers, le projet d'arrêté ne peut se borner à y renvoyer, mais doit les transposer en droit interne [2].

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

---

[1] Voir :
- les points 3.1, 3.3, 3*bis*1 et 3*bis*3 en projet de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 ;
- dans l'annexe 5/1 en projet, les tableaux 5 et 6.

[2] Voir l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 7 juin 2007, Carp, C-80/06, *Rec.*, p. I-4473, avec les conclusions de l'avocat général V. TRSTENJAK (voir spécialement le point 60 des conclusions).

3. Quelques dispositions du projet d'arrêté renvoient à la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 'concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs' [3].

Or, dans un texte de portée normative, appelé à s'appliquer aux particuliers, il n'y a pas lieu de se référer directement à une directive, citée comme telle. Il convient plutôt de faire référence aux dispositions de droit interne prises en vue de transposer celle-ci.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

4. Il résulte de l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 que la méconnaissance des prescriptions fixées par l'arrêté en projet est un fait constitutif d'infraction.

En vertu du principe de la légalité des incriminations, principe résultant notamment de l'article 7 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, les faits érigés en infraction doivent être définis en des termes suffisamment clairs, précis et prévisibles pour permettre aux justiciables de savoir à l'avance quels actes ou omissions engagent leur responsabilité pénale.

En outre, il y a lieu de rappeler l'habilitation que la loi du 30 juillet 1979 confère au Roi en son article 2, § 1er :

> « Dans un but de prévention des incendies et des explosions, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les normes de prévention de base communes à une ou plusieurs catégories de constructions, indépendamment de leur destination ».

Or, à la différence de l'ensemble des dispositions de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 'fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire', le projet contient des dispositions qui, sans autre précision, imposent l'obligation de satisfaire aux « règles de bonne pratique » dans les matières qu'elles visent [4].

---

[3] Voir, dans les annexes 2/1, 3/1 et 4/1 en projet, le point 6.1.1.4.

[4] Voir par exemple, dans l'annexe 4/1 en projet, le point 6.5.5.

Une telle façon de réglementer ne peut être admise : s'il s'agit en réalité de viser des normes NBN, il convient de viser expressément celles-ci comme c'est le cas dans de nombreuses autres dispositions tant de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 que du projet d'arrêté examiné [5] ; s'il s'agit au contraire de viser d'autres « normes ou règles de l'art », il conviendrait alors de prévoir une procédure d'agrément des normes ou règles de l'art en tenant compte de l'observation générale 5.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

5. Plusieurs dispositions en projet imposent l'obligation de répondre, dans certaines matières, aux normes ou aux règles de l'art agréées par le ministre selon la procédure et les conditions qu'il détermine [6].

Le pouvoir réglementaire ainsi confié au ministre de déterminer la procédure et les conditions de l'agrément envisagé est excessivement large.

Le projet d'arrêté doit être revu afin de fixer, à tout le moins, les règles essentielles en la matière.

6. Quelques dispositions en projet imposent l'obligation de satisfaire « aux prescriptions » de la circulaire ministérielle du 14 octobre 1975 'relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies'. Elles citent expressément l'une des dispositions de cette circulaire [7].

Il n'y a pas lieu, dans un texte de portée normative, d'imposer l'obligation de satisfaire à un document qui, comme c'est le cas d'une circulaire ministérielle, n'est pas destiné à avoir une telle portée. Il convient plutôt d'insérer dans ce texte de portée normative les dispositions de la circulaire que l'on entend rendre obligatoires.

En outre, en l'espèce, il semble que la volonté soit uniquement de rendre obligatoire la disposition de la circulaire ministérielle du 14 octobre 1975 que cite expressément le projet d'arrêté. Il est donc de toute façon dénué de pertinence de renvoyer « aux prescriptions » de cette circulaire.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

---

[5] En tenant compte de l'observation générale 1.

[6] Voir, dans les annexes 2/1, 3/1 et 4/1 en projet, le point 2.1.

[7] Voir, dans les annexes 2/1 et 3/1 en projet, le point 6.8.5.4.2.

Observations particulières

Préambule

1. Il y a lieu de compléter le préambule par un visa rédigé comme suit :

« Vu l’examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu’une évaluation d’incidence n’est pas requise ».

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l’avis 50.548/4 du Conseil d'État, donné le 28 novembre 2011, en application de l’article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » [8].

Dispositif

Article 9

Dans l’alinéa 1er du point 3.4 en projet, comme l’a confirmé la fonctionnaire déléguée, les « tableaux I, II, III et IV de l'annexe 5/2011 » sont, en réalité, les tableaux I, II, III et IV de l'annexe 5/1 en projet.

Le texte sera revu en conséquence.

Articles 17, 19, 21, 22 et 23

En vue d’éviter toute confusion entre les annexes à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 et les annexes à l’arrêté en projet, il convient de préciser que les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 visées par les dispositions à l’examen sont les annexes à l’arrêté en projet.

[8] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Annexes

1. Chacune des nouvelles annexes qu'il est envisagé d'insérer dans l'arrêté royal du 7 juillet 1994 doit être précédée de l'entête suivant :

« Annexe ... (1, 2, 3, 4 ou 5) à l'arrêté royal du ... modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire ».

En outre, en vue d'éviter toute confusion entre les annexes à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 et les annexes à l'arrêté en projet, il convient de préciser dans un second entête que les annexes 2/1, 3/1, 4/1, 5/1 et 7 en projet sont des annexes à l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

Enfin le dispositif de chaque annexe doit être précédé d'un intitulé adéquat [9].

2. Dès lors qu'il résulte du projet d'arrêté que, désormais, les annexes 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 sont destinées à s'appliquer aux bâtiments pour lesquels la demande de permis de bâtir ou d'urbanisme a été ou est introduite avant le premier jour du troisième mois qui suit celui de la publication au Moniteur belge des annexes 2/1, 3/1, 4/1 et 5/1 en projet [10], il convient, pour éviter tout hiatus, de prévoir que ces annexes en projet s'appliquent aux bâtiments pour lesquels la demande de permis d'urbanisme est introduite, non pas après, mais à partir du premier jour du troisième mois suivant celui de leur publication au Moniteur belge.

Dans les annexes 2/1, 3/1 et 4/1 en projet, le point 0.2 sera revu en conséquence.

3. L'annexe 5/1 en projet appelle les observations suivantes :

a) Comme l'a confirmé la fonctionnaire déléguée, cette annexe est destinée à s'appliquer aux bâtiments visés par les annexes 2/1, 3/1 et 4/1 en projet, et non pas à ceux qui sont visés par les annexes 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

Le point 1 sera revu en conséquence.

---

[9] *Ibid*., recommandation n° 174 et formule F 4-2-13-2.

[10] Voir les modifications que les articles 16, 18 et 20 du projet d'arrêté apportent au point 0.2 des annexes 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994, ainsi que le point 0.2 de l'annexe 5 de ce dernier arrêté.

b) Il résulte du point 2 qu’il incombe au maître d'ouvrage ou à l'exploitant de déterminer, pour chaque bâtiment ou compartiment, s'il relève du type 1, du type 2 ou du type 3.

Le texte ajoute qu’« à défaut de cette information, le bâtiment est considéré appartenir à la classe ‘type 1’ ».

Le projet d’arrêté doit être complété en vue de préciser les modalités de l’information qu’il prévoit.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
	Y. DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.548/4
VAN 28 NOVEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 4 november 2011 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Het ontwerp van besluit valt onder de regelingen die, in ontwerpvorm, moeten worden medegedeeld aan de Europese Commissie, overeenkomstig artikel 8 van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’. Bij het dossier zijn verscheidene stukken gevoegd om aan te tonen dat aan het genoemde vormvoorschrift is voldaan. Uit die stukken blijkt dat dit, voor de meeste ontworpen bepalingen, reeds enkele jaren geleden vervuld is, *in casu* in 2008 en 2009.

Voor het ontwerp van besluit is ook het advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing vereist, overeenkomstig artikel 6, § 1, van de wet van 30 juli 1979 ‘betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen’. Uit het dossier blijkt dat deze raad over de ontworpen bepalingen vier adviezen heeft gegeven. Drie van deze adviezen zijn enkele jaren geleden uitgebracht, *in casu* in 2007, 2008 en 2009.

Er wordt aan herinnerd dat de tijd die verstrijkt tussen het vervullen van vormvoorschriften alvorens een beslissing wordt genomen en de beslissing zelf in beginsel kort moet zijn. Indien zulks niet het geval is, mag een overheid alleen op de vervulde vormvoorschriften steunen als is aangetoond dat de feitelijke en de juridische omstandigheden die in aanmerking moeten worden genomen, niet zodanig zijn gewijzigd dat de gevolgde procedure als niet meer ter zake dienend moet worden aangemerkt.

Het staat aan de steller van het ontwerp om na te gaan of in dit geval, wat de twee ter sprake gebrachte vormvoorschriften betreft, aan die voorwaarde is voldaan.

Onderzoek van het ontwerp van besluit

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp van besluit maakt talrijke NBN-normen verbindend voor de adressanten ervan.

Ze moeten dus volledig worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad overeenkomstig artikel 190 van de Grondwet, artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' en artikel 56, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

2. Verschillende bepalingen van het ontwerp van besluit verwijzen naar bepalingen met een algemene strekking die vervat zijn in beschikkingen van de Europese Commissie uitgevaardigd met toepassing van richtlijn 89/106/EG van de Raad van 21 december 1988 'betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lid-Staten inzake voor de bouw bestemde producten'. *In casu* gaat het om beschikking 96/603/EEG van 4 oktober 1996, beschikking 2000/147/EG van 8 februari 2000, beschikking 2000/553/EG van 6 september 2000 en beschikking 2001/671/EG van 21 augustus 2001 [1].

De bepalingen van de beschikkingen waarnaar aldus wordt verwezen worden hierdoor van toepassing verklaard op particulieren, die de adressaten van het ontworpen besluit zijn.

De bewuste beschikkingen zijn evenwel aldus opgevat dat ze uitsluitend voor de Lid-Staten bestemd zijn.

Om de bepalingen van deze beschikkingen van toepassing te kunnen verklaren op particulieren, mag het ontwerpbesluit zich dan ook niet ertoe bepalen ernaar te verwijzen, maar moeten ze in intern recht worden omgezet [2].

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

---

[1] Zie:
-de ontworpen punten 3.1, 3.3, 3bis1 en 3bis3 van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994;
-de tabellen 5 en 6 in de ontworpen bijlage 5/1.

[2] Zie het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 7 juni 2007, Carp, C-80/06, *Rec*., blz. I-4473, met de conclusie van advocaat-generaal V. TRSTENJAK (zie inzonderheid punt 60 van de conclusie).

3. Enkele bepalingen van het ontwerp van besluit verwijzen naar richtlijn 95/16/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 ‘inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende liften’ [3].

In een regelgevende tekst echter, die bedoeld is om op particulieren van toepassing te zijn, is er geen reden om rechtstreeks naar een richtlijn te verwijzen, die als zodanig wordt geciteerd. Er moet veeleer naar de bepalingen van intern recht worden verwezen die vastgesteld zijn om die richtlijn om te zetten.

Het ontwerp van besluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

4. Uit artikel 10 van de wet van 30 juli 1979 volgt dat de niet-naleving van de voorschriften vastgesteld bij het ontworpen besluit een strafbaar feit oplevert.

Krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de strafbaarstellingen, een beginsel dat inzonderheid voortvloeit uit artikel 7 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, moeten feiten waarop een straf wordt gesteld in voldoende duidelijke, nauwkeurige en rechtszekerheid biedende bewoordingen worden omschreven, zodat de rechtzoekende vooraf kan weten voor welke handelingen of voor welk verzuim hij strafrechtelijk verantwoordelijk kan worden gesteld.

Voorts moet worden herinnerd aan de machtiging die artikel 2, § 1, van de wet van 30 juli 1979 aan de Koning verleent:

> “Met het oog op de preventie van brand en ontploffing, bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de basispreventienormen die één of meer categorieën van constructies gemeen hebben, ongeacht hun bestemming”.

In tegenstelling echter tot alle bepalingen van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 ‘tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen’, bevat het ontwerp bepalingen die, zonder enige verduidelijking, de verplichting opleggen om te voldoen aan de “regels van goede praktijk” in de aangelegenheden waarop ze betrekking hebben [4].

[3] Zie, in de ontworpen bijlagen 2/1, 3/1 en 4/1, punt 6.1.1.4.

[4] Zie bijvoorbeeld, in de ontworpen bijlage 4/1, punt 6.5.5.

Een dergelijke wijze van regelgeving kan niet aanvaard worden: als het in feite de bedoeling is te verwijzen naar NBN-normen, dient uitdrukkelijk naar die normen te worden verwezen zoals het geval is in vele andere bepalingen zowel van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 als van het voorliggende ontwerpbesluit [5]; als het integendeel de bedoeling is te verwijzen naar andere “normen of regels van goed vakmanschap”, zou moeten worden voorzien in een procedure tot erkenning van de normen of regels van goed vakmanschap, rekening houdend met algemene opmerking 5.

Het ontwerpbesluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

5. Bij verscheidene ontworpen bepalingen wordt de verplichting opgelegd om in bepaalde aangelegenheden te voldoen aan de normen of aan de regels van goed vakmanschap die erkend zijn door de minister volgens de procedure en de voorwaarden die hij bepaalt [6].

De verordeningsbevoegdheid die aldus aan de minister wordt opgedragen om de procedure en de voorwaarden voor de in het vooruitzicht gestelde erkenning te bepalen, is uitermate ruim.

Het ontwerpbesluit behoort aldus te worden herzien dat op zijn allerminst de essentiële regels ter zake vastgelegd worden.

6. Bij enkele ontworpen bepalingen wordt de verplichting opgelegd om te voldoen aan de voorschriften van het ministerieel rondschrijven van 14 oktober 1975 ‘betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden’. Daarin wordt een van de bepalingen van dat rondschrijven uitdrukkelijk geciteerd [7].

Bij een regelgevende tekst mag niet de verplichting worden opgelegd om te voldoen aan een document dat niet bedoeld is regelgevend te zijn, zoals het geval is met een ministerieel rondschrijven. Het is veeleer raadzaam in die regelgevende tekst de bepalingen van het rondschrijven op te nemen die men verplicht wil maken.

[5] Rekening houdend met algemene opmerking 1.

[6] Zie, in de ontworpen bijlagen 2/1, 3/1 en 4/1, punt 2.1.

[7] Zie, in de bijlagen 2/1 en 3/1, punt 6.8.5.4.2.

Bovendien is het *in casu* blijkbaar de bedoeling om alleen die bepaling van het ministerieel rondschrijven van 14 oktober 1975 verplicht te maken die uitdrukkelijk geciteerd wordt in het ontwerpbesluit. Het heeft dus hoe dan ook geen zin om te verwijzen naar dat rondschrijven in het algemeen.

Het ontwerpbesluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De aanhef dient te worden aangevuld met de als volgt gestelde aanhefverwijzing:

"Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is".

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State behoort als volgt te worden gesteld:

"Gelet op advies 50.548/4 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" [8].

Dispositief

Artikel 9

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, zijn de "tabellen I, II, III en IV van bijlage 5/2011" in het ontworpen punt 3.4, eerste lid, in feite de tabellen I, II, III en IV van de ontworpen bijlage 5/1.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

---

[8] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Artikelen 17, 19, 21, 22 en 23

Teneinde elke verwarring tussen de bijlagen bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 en de bijlagen bij het ontworpen besluit te voorkomen, dient te worden aangegeven dat de bijlagen 1, 2, 3, 4 en 5 waarnaar in de voorliggende bepalingen verwezen wordt, de bijlagen bij het ontworpen besluit zijn.

Bijlagen

1. Elk van de nieuwe bijlagen die in het koninklijk besluit van 7 juli 1994 zouden worden ingevoegd, moet voorafgegaan worden door het volgende opschrift:

"Bijlage … (1, 2, 3, 4 of 5) bij het koninklijk besluit van … tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen".

Teneinde elke verwarring tussen de bijlagen bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 en de bijlagen bij het ontworpen besluit te voorkomen, dient voorts in een tweede opschrift te worden aangegeven dat de ontworpen bijlagen 2/1, 3/1, 4/1, 5/1 en 7 bijlagen bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 zijn.

Ten slotte dient het dispositief van elke bijlage voorafgegaan te worden door een relevant opschrift [9].

2. Doordat uit het ontwerp van besluit voortvloeit dat het de bedoeling is dat de bijlagen 2, 3, 4 en 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 voortaan van toepassing zijn op de gebouwen waarvoor de aanvraag voor een bouwvergunning of een stedenbouwkundige vergunning ingediend is of wordt vóór de eerste dag van de derde maand na die waarin de ontworpen bijlagen 2/1, 3/1, 4/1 en 5/1 bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad [10,] dient, ter voorkoming van elke onderbreking, te worden bepaald dat die ontworpen bijlagen van toepassing zijn op de gebouwen waarvoor de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning ingediend wordt vanaf -en niet "na"- de eerste dag van de derde maand na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

In de ontworpen bijlagen 2/1, 3/1 en 4/1 behoort punt 0.2 dienovereenkomstig te worden herzien.

---

[9] *Ibid*., aanbeveling 174 en formule F 4-2-13-2.

[10] Zie de wijzigingen die bij de artikelen 16, 18 en 20 van het ontwerpbesluit worden aangebracht in punt 0.2 van de bijlagen 2, 3 en 4 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994, alsook punt 0.2 van bijlage 5 bij dat besluit.

3. De ontworpen bijlage 5/1 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, is het de bedoeling dat deze bijlage geldt voor de gebouwen bedoeld in de ontworpen bijlagen 2/1, 3/1 en 4/1, en niet voor die bedoeld in de bijlagen 2, 3 en 4 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994.

Punt 1 behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

b) Uit punt 2 volgt dat de bouwheer of de uitbater voor elk gebouw of compartiment dienen te bepalen of het behoort tot type 1, type 2 of type 3.

In de tekst wordt vervolgens aangegeven dat “bij gebrek aan deze informatie, … het gebouw ingedeeld (wordt) in de klasse ‘type 1’”.

Het ontwerp van besluit behoort aldus te worden aangevuld dat de nadere regels worden aangegeven van de informatie waarin het voorziet.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	staatsraden,
	Y. DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY